



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

assurance maladie maternité : généralités

Question écrite n° 54627

Texte de la question

M. Bernard Accoyer * attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la situation des travailleurs frontaliers ayant un emploi en Suisse. Récemment, les responsables des associations de travailleurs frontaliers ayant un emploi en Suisse ont pris connaissance du rapport rédigé par les experts indépendants désignés par le Gouvernement. Ce rapport préconise pour l'avenir et les futurs travailleurs frontaliers, un choix entre le régime légal suisse et le régime légal français, c'est-à-dire entre une assurance souscrite auprès d'une caisse en Suisse ou une affiliation au régime français de la sécurité sociale sous critères de résidence. Cette solution ne précise pas la place des assurances privées dans la couverture maladie ou de la couverture maladie universelle (CMU) sous critères de résidence. Or, cette dernière ne couvre pas les frais engagés en Suisse, même dans l'urgence absolue et l'on connaît de très nombreux cas contentieux. Par ailleurs, ces contentieux quelquefois très importants et dramatiques sont créés par le refus de la sécurité sociale de régler des factures d'hospitalisation en Suisse. Il lui demande si les travailleurs frontaliers pourraient continuer à disposer d'un choix d'assurance maladie entre les assurances suisses et les assurances françaises. Cette possibilité de souscrire une assurance privée permettrait de pallier les difficultés décrites ci-dessus.

Texte de la réponse

Le volet relatif à la sécurité sociale de l'accord entre l'Union européenne et la Suisse sur la libre circulation des personnes, signé avec six autres accords sectoriels le 21 juin 1999, vise à étendre aux relations entre les deux Etats l'application du règlement (CEE) n° 1408/71 portant coordination des législations nationales de sécurité sociale, moyennant quelques adaptations. La démarche en ce domaine est donc identique à celle qui avait abouti précédemment à l'accord créant l'Espace économique européen, non ratifié ensuite par la Suisse. En particulier l'annexe II (sécurité sociale) de cet accord consacre le principe d'unicité de la législation de sécurité sociale applicable et fixe les critères de détermination de cette législation en reconnaissant la primauté de la législation applicable au lieu de travail. S'agissant spécifiquement de l'assurance maladie, l'accord comporte cependant des dispositions optionnelles permettant de déroger à cette règle, sous certaines conditions, pour des catégories définies de personnes résidant sur le territoire des Etats ayant choisi tout ou partie de ces options. Il convient de souligner qu'en tout état de cause l'entrée en vigueur de cet accord, déjà ratifié du côté suisse et au niveau communautaire, est également subordonnée à sa ratification par chacun des Etats membres de l'Union européenne, procédure impliquant un long délai pour sa réalisation complète et ne laissant pas envisager que cette entrée en vigueur puisse intervenir avant l'année 2002. Dans cet intervalle, les discussions se sont poursuivies avec les autorités suisses, d'une part, pour déterminer des modalités précises de mise en oeuvre de cet accord en ce qui concerne l'assurance maladie et une concertation a été engagée avec les associations de travailleurs frontaliers, d'autre part, pour examiner l'opportunité d'accepter une option entre l'affiliation au régime suisse d'assurance maladie et l'affiliation au régime français. Pour assurer une information complète et objective des travailleurs frontaliers, le ministère de l'emploi et de la solidarité, en accord avec les associations concernées, a souhaité qu'une mission d'experts indépendants analyse de façon approfondie la situation des travailleurs frontaliers en matière d'assurance maladie et les différentes options pouvant être retenues. Le

rapport de la mission, déposé au cours du mois de novembre de l'année 2000, a été communiqué aux associations qui ont pu ensuite faire connaître leurs observations sur ce document. A l'occasion de l'examen du projet de loi autorisant la ratification de l'accord, le Gouvernement fera connaître ses propositions de règlement de cette question particulière de l'assurance maladie des personnes qui travaillent en Suisse et résident en France. Ce règlement devra préserver les intérêts des travailleurs frontaliers, tout en marquant une avancée vers l'application à nos relations avec la Suisse des règles normales de coordination en matière de sécurité sociale en vigueur entre les Etats de l'Union européenne.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Accoyer](#)

Circonscription : Haute-Savoie (1^{re} circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 54627

Rubrique : Frontaliers

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 décembre 2000, page 6803

Réponse publiée le : 25 juin 2001, page 3680